

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte
ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1410 - 14 juillet 1995 - prix : 9 F

MURUROA :

CHIRAC JOUE À LA BATAILLE NAVALE AU MÉPRIS DES PEUPLES



M 6189 - 1410 - 9,00 F



SOMMAIRE

3 - L'éditorial d'Arlette Laguiller

Leur société

- 5 - Enquête sur les salaires de l'INSEE : les salaires baissent
 - La privatisation d'Usinor-Sacilor : des milliards offerts aux actionnaires et aux spéculateurs
 - Une société pourrie dégage une atmosphère polluée
- 6 - Accidents d'autocars : qui tue ? la fatalité ou la course aux profits ?
 - Financement du RPR : dernier fusible avant Juppé ?
- 7 - PS : Encore une tentative de ravalement de façade
 - Juppé bavarde sur l'emploi... et les entreprises annoncent de nouveaux plans sociaux

Politiciens

- 4 - La réforme constitutionnelle de Chirac : du référendum à... la démocratie réelle
 - Quand une bigote fait capoter une campagne anti-sida

Dans le monde

- 8 - Italie : au congrès de l'ex-PCI, Berlusconi, un adversaire... respectable !
 - USA-Viet-nam : le retour
 - Cobayes humains pour recherches meurtrières

Dans les entreprises

- 9 - Renault-Flins : le tribunal annule l'exclusion de 16 militants CFDT
 - Thomson CSF : énième restructuration
 - Renault Cléon : usine pourrie
- 10 - Atochem - Pierre-Bénite : la direction cède de 300 à 600 F par mois et des embauches
 - Snecma-Villaroche : des travailleurs résistent au plan Dufour
 - Un lecteur nous écrit : petite entreprise, grosse exploitation

Lire

- 11 - Une sélection de livres de poche pour l'été

Voir

- 11 - L'âme des guerriers

Politiciens

LES CHARTERS DE LA DÉMAGOGIE

Il fut un temps où le gouvernement faisait étalage des quelques avions de médicaments qu'il envoyait aux pays pauvres. Ces jours-ci, il se vante de leur renvoyer des avions pleins d'immigrants illégaux.

La déclaration du ministère de l'Intérieur selon laquelle il entend désormais expulser les étrangers en situation irrégulière à raison d'un charter par semaine se veut avant tout démonstrative. Et pour inaugurer cette politique, 73 Tsiganes roumains ont été ainsi rapatriés de force avec, il faut bien le dire, la complicité du gouvernement roumain.

Officiellement il s'agit, paraît-il, de « dissuader » les immigrants illégaux potentiels de se rendre en France. Cette « dissuasion » vient s'ajouter à celle qui existe déjà, entre le harcèlement quotidien qui vise les étrangers - ceux qui sont visiblement pauvres, bien sûr, et plus encore ceux qui ont l'infortune d'être coupables du « délit de faciès » - et les pouvoirs discrétionnaires de la police à leur rencontre, sans parler des centres de « rétention » mis en place pour les « illégaux » ni des sévices qui y sont pratiqués. Comme si la misère, celle qui attend par exemple les 73 Roumains expulsés vers leur pays, n'était pas suffisamment génératrice de désespoir pour déjouer et rendre illusoire toutes les prétendues « dissuasions ». Et les bureaucrates du ministère de l'Intérieur, tout comme les politiciens auprès de qui ils prennent leurs ordres, ne le savent que trop bien.

C'est en 1986 que des déportations par charters entiers ont été effectuées pour la première fois, lorsque le ministre de l'Intérieur d'alors, Pasqua (déjà !), ordonna la

déportation vers le Mali de 101 travailleurs raflés hâtivement dans des foyers parisiens. La brutalité ostensible de l'opération avait alors fait scandale. Mais n'était-ce pas justement le but recherché, pour complaire à la fraction de l'électorat travaillée par la démagogie xénophobe et raciste de Le Pen ?

Cinq ans plus tard, lorsque le Premier ministre socialiste d'alors, Edith Cresson, avait repris l'idée à son compte, sans toutefois aller jusqu'à la mettre en pratique, n'était-ce pas là aussi une concession à cette

même démagogie de l'extrême-droite ?

Aujourd'hui, rien n'a changé. A la consolidation électorale du Front National, Chirac répond une fois encore par la surenchère, flattant les mêmes préjugés dont Le Pen a fait son fonds de commerce.

Il est tellement plus facile de pointer du doigt vers les travailleurs immigrés, illégaux ou pas d'ailleurs, en les accusant implicitement comme le fait Chirac, ou explicitement comme le fait Le Pen, de tous les maux sociaux dont souffre

le pays, que de prendre une seule mesure réelle contre le chômage ! Entre s'attaquer aux profits exorbitants des capitalistes et transformer les immigrés en boucs émissaires, Chirac n'hésite pas un instant, pas plus d'ailleurs que n'avaient hésité avant lui les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Ces charters ont beau précéder du geste politicien, ils n'en pèseront pas moins un peu plus sur le climat politique, en particulier dans les rangs des classes laborieuses.

François ROULEAU

JUP... PAIX AUX CHAUMIÈRES

Juppé a tenté d'apitoyer la France entière, à la télé, en essayant de justifier des accusations portées contre lui et les siens pour ses privilèges en matière de logement. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'a pas été bien convaincant. Bien sûr, beaucoup de gens peuvent ignorer les prix des loyers parisiens, surtout pour les grands appartements des quartiers huppés, et ont peut-être été dupés par l'apparente sincérité du Premier ministre. Mais tous ceux qui sont au courant n'ont pu que bondir lorsque, par exemple, Juppé a osé parler, à propos du logement de son fils, d'un « petit » quatre pièces de 80 m² au prix de 6 000 F par mois (alors que ce serait plutôt le prix d'un trois, voire même d'un deux pièces dans cet arrondissement). Logement qui avait été remis à neuf, pour un million de francs, par la Ville de Paris, propriétaire des lieux, et dont le loyer, fixé à l'origine à 6 900 F avait été baissé à 6 000 F par l'adjoint au maire chargé des

finances qui se trouvait être, à l'époque, un certain Alain Juppé...

Il n'y a rien d'illégal dans tout cela a affirmé Juppé. D'illégal ? Voire... En tout cas Juppé n'a pas expliqué comment lui, son fils et les siens sont parvenus à obtenir tous ces appartements. Sur quelles listes ont-ils été inscrits ? Quel organisme a décidé de les leur attribuer ? On est encore très, très loin de la transparence !

Pour essayer de faire un contre-feu, *Le Figaro* a publié une liste de personnalités de gauche, qui habitent également des logements de la Ville de Paris. Manque de chance pour *Le Figaro*, il s'est carrément trompé dans quelques cas, et il a seulement mis en évidence le fait que certains hommes politiques comme les dirigeants du PCF Malberg ou Krasucki étaient plutôt modestement logés dans des HLM...

Là aussi on est loin de la transparence : le parc « privé » de la Ville de Paris serait, selon

diverses sources, de 1 300 à 4 000 logements. Pas forcément tous habités par des privilégiés, mais combien et qui ? A droite, plusieurs hommes politiques comme Toubon se récrient : on ne va tout de même pas publier des listes, jeter des noms en pâture à l'opinion ! A gauche, même son de cloche chez certains, Fabius par exemple ou Tony Dreyfus le nouveau maire socialiste du X^e qui proteste contre les atteintes à la vie privée. Vie privée peut-être... mais avec les deniers publics !

Le Pen, jamais gêné, a demandé « la publication de la liste complète des personnes occupant des logements de la Ville de Paris ». Excellente idée ! On pourrait ajouter à cette liste le montant et les conditions d'attribution d'une villa à Saint-Cloud appartenant à un dénommé Le Pen... Car si on déballe, on déballe tout, les loyers, les biens, et - pourquoi s'arrêter en route ? - les livres de compte des patrons !

André VICTOR

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyte) -
membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 19 000 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON,

CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

■ Ainsi, plusieurs vaisseaux de guerre plus une centaine d'hommes des commandos de marine ont réussi à arraisonner le *Rainbow-Warrior*, un bateau civil mi-voilier, mi-bateau de pêche avec, à bord, un équipage d'hommes désarmés.

Ceux d'entre nous qui pouvaient se demander pourquoi on consacrait tant d'argent à entretenir une marine de guerre sont maintenant renseignés : c'est pour faire face aux plus violentes agressions !

Les présidents de la République se suivent et se ressemblent car c'est sous Mitterrand, il y a juste dix ans, que des agents secrets français avaient fait sauter le précédent *Rainbow-Warrior*, et tué un photographe qui n'y était pour rien.

Tout cela suscite un certain scandale dans le monde, mais somme toute limité car le gouvernement français sait qu'il ne craint rien des autres grandes puissances.

Il y a en préparation un accord international pour interdire les essais nucléaires, mais Chirac a dit qu'il le signerait plus tard. En fait, cet accord vise à conserver le monopole des grandes puissances sur les armes atomiques en empêchant de plus petits pays de se doter de tels moyens militaires.

Les « grands » peuvent signer de tels accords car ils s'assoient dessus et personne ne peut les obliger à les respecter. Mais qu'un petit pays vienne à faire des recherches dans ce domaine et immédiatement il est menacé de représailles.

Il paraît que c'est parce que les « grands » seraient plus responsables que les « petits ». Mais est-ce tellement vrai ?

Mururoa

CHIRAC JOUE À LA BATAILLE NAVALE AU MÉPRIS DES PEUPLES

Par exemple, une conférence vient de se tenir à Genève sur le problème des « mines antipersonnel » utilisées dans des guerres au Sud-Est asiatique. Ces engins font des centaines de victimes et d'invalides par mois et en particulier parmi les enfants. On pourrait interdire de produire et de vendre de telles armes. La conférence en question n'a pas pu voter cette interdiction : la France qui est l'un des plus gros fournisseurs de ces menus objets n'est évidemment pour rien dans l'irresponsabilité de ses clients !

Pour l'arme atomique, l'irresponsabilité n'est pas, non plus, là où on le dit.

Les USA sont capables de moderniser leur armement atomique sans recourir à des essais car ils ont accumulé assez de données par leurs expériences du passé pour pouvoir maintenant continuer à avancer par des simulations.

Mais les techniciens de la mort français n'en sont pas, paraît-il, à un tel point : il leur faudrait encore accumuler de nouvelles données. D'où le prétexte de ces nouveaux essais. Après, on pourra signer tous les traités et interdire aux autres de rattraper ceux qui détiennent toute l'avance atomique du monde.

Mais contre quel adversaire, ces armes atomiques ? La réponse est : pour faire peur aux peuples qui voudraient résister aux grandes puissances car la menace d'armes terrifiantes est le gros bâton qui peut servir de dernier recours.

On voit avec quel mépris les dirigeants des nations les plus riches traitent les pays plus faibles qu'eux, avec quel cynisme le gouvernement français a décidé des essais atomiques dans le Pacifique, aux antipodes de la France.

Mururoa n'est un territoire français qu'en vertu de règles d'un autre âge, datant de l'époque coloniale où les grandes puissances faisaient la course pour asservir des populations.

Aujourd'hui, les pays les plus riches craignent une explosion de désespoir de milliards d'habitants du Tiers Monde qu'ils exploitent à mort. Ils veulent donc avoir les moyens d'inspirer la crainte.

Mais même l'arme atomique ne servira plus, le jour où les peuples du Tiers Monde, avec les exploités d'ici, se révolteront ensemble contre cette société qui ne connaît que les crises, les menaces militaires et le mépris pour les humbles et les peuples.

Arlette LAGUILLER

La réforme constitutionnelle de Chirac :

DU RÉFÉRENDUM À...

LA DÉMOCRATIE RÉELLE

Après la loi d'amnistie, c'est au tour de la réforme constitutionnelle d'être discutée au Parlement. Comme presque tous les présidents de la Cinquième République, Chirac entend laisser sa marque personnelle en amendement la Constitution de 1958.

De quoi s'agit-il donc ? D'abord d'un aménagement du fonctionnement parlementaire, au terme duquel le Parlement siégerait de façon continue neuf mois par an, au lieu des deux sessions actuelles de trois mois. Mais bien que cet aménagement ait été présenté par Séguin avec démagogie comme une « moralisation » de la vie politique, il n'ira quand même pas, par exemple, jusqu'à sanctionner l'absentéisme chronique des députés.

Mais surtout, il s'agit d'étendre le champ d'application des référendums déjà prévus par la Constitution gaulle. Jusqu'à présent ceux-ci s'appliquaient exclusivement aux institutions. Chirac veut en étendre le champ, en particulier aux « orientations générales de la politique économique et sociale de la nation ».

Il s'agit, dit Chirac, de « rendre tout son sens à la citoyenneté ». Selon certains de ses opposants, y compris dans les rangs de la majorité, il s'agit avant tout d'un renforcement des prérogatives présidentielles dont le seul bénéficiaire serait Chirac lui-même. Selon d'autres opposants, en particulier sur sa droite, il faudrait au contraire aller plus loin et étendre le champ référendaire à tous les domaines controversés, comme ceux de la peine de mort, des droits des étrangers, de l'avortement, etc.

Qu'il s'agisse-là d'une façon pour Chirac de renforcer son rôle personnel, lui donnant une plus grande latitude pour court-circuiter le Parlement et apparaître comme un arbitre de la vie politique au-dessus des querelles de chapelle, c'est

évident. C'est bien d'ailleurs pour cela que De Gaulle avait lui-même fait du référendum un instrument constitutionnel... Mais n'est pas arbitre qui veut. Et il ne suffit pas pour le devenir de modifier des articles d'une constitution.

Quant à « rendre tout son sens à la citoyenneté », c'est autre chose. Car la démocratie, cela ne consiste pas à ce que la population donne son avis en répondant « oui » ou « non » à une question très générale formulée par les gouvernants en fonction de leurs objectifs propres.

En quoi cela serait-il démocratique, par exemple, si demain, dans le cadre des « orientations de la politique économique et sociale de la nation », Chirac organisait un référendum sur le thème : « Êtes-vous pour ou contre une augmentation générale des

cotisations sociales pour maintenir le niveau d'indemnisation du chômage » ? Dans une telle hypothèse, le « oui » comme le « non » serviraient de justification à faire payer une partie ou une autre de la classe ouvrière, pendant que les vrais fauteurs de chômage, les capitalistes, pourraient dormir sur leurs deux oreilles. Ce serait demander aux travailleurs de choisir à quelle sauce ils accepteraient d'être mangés. Afin qu'ensuite, s'ils protestent, on puisse leur répondre : « C'est vous qui l'avez décidé ».

Et puis la démocratie, cela ne s'exerce pas une fois tous les trente-six du mois. La démocratie, c'est tous les jours que cela doit s'exercer, et cela commence par un contrôle par l'ensemble de la population sur la mise en œuvre des décisions prises. Prétendre donner

à l'électorat le droit à la parole sans lui donner les moyens de contrôler la réalisation des décisions qu'il est censé prendre, c'est lui demander un chèque en blanc et cela ça n'a rien à voir avec la démocratie.

Alors évidemment pour qu'un tel contrôle puisse réellement exister, il faudrait une tout autre organisation sociale, à commencer par la possibilité pour tous de disposer du temps et des informations nécessaires pour exercer ce contrôle sur tous les aspects de la vie politique et sociale, de l'échelle la plus locale jusqu'à celle de tout un pays, voire d'un continent entier. Et nous en sommes très loin, ne serait-ce que parce que, dans cette société, le pouvoir et tous les instruments qui permettent de l'exercer, sont concentrés entre les mains d'une infime minorité de capi-

talistes.

Et pourtant, il y a de nombreux domaines de la vie sociale où un tel contrôle serait possible dès aujourd'hui, par la simple utilisation rationnelle des moyens existants. Par exemple, quelle meilleure garantie d'une « moralisation » réelle de la vie politique pourrait-on trouver que la publication systématique par la presse des revenus détaillés des hommes politiques ? Quelle meilleure protection contre les entreprises licencieuses et si friandes de subsides étatiques que la publication la plus large de tous leurs comptes ? On verrait bien alors quel usage elles font des « subventions à l'emploi » et surtout de leurs profits, et quelles cotisations sociales elles pourraient payer et ne paient pas !

François ROULEAU

QUAND UNE BIGOTE FAIT CAPOTER UNE CAMPAGNE ANTI-SIDA

Organisée avec la collaboration de diverses associations, telles Act Up et Aides, la nouvelle campagne de sensibilisation contre les maladies sexuellement transmissibles, qui concerne plus spécialement la lutte contre le SIDA, pour gagner en efficacité, se voulait plus franche, moins allusive que les campagnes précédentes.

Sauf qu'il y avait une certaine Colette Codaccioni, ministre chargée, paraît-il « de la Solidarité entre généra-

tions » qui cumule ce titre avec des relations, des amitiés, une communion d'idées avec les milieux intégristes catholiques. Cette vertueuse ministre a dénoncé la campagne de prévention en préparation « comme une incitation à la débauche ». Cachez ces sexes qu'on ne saurait montrer, même de façon allusive !

Avec l'appui de François Barouin, porte-parole du gouvernement, puis de Juppé en personne, elle a obtenu du ministre de la Santé qu'elle

modifie la campagne. Plus question de montrer des corps nus, des couples homosexuels, ni d'évoquer les rapports sexuels oraux.

Cette tartuferie de dernière minute aura entraîné un surcoût de 500 000 F sur le budget initial de la campagne. Mais ça n'est pas le pire.

Le pire c'est que, du coup, il y aura, non pas moins de ce que cette dame de grande vertu, appelle « la débauche », mais plus de gens qui auront le SIDA.

« Laissez les vivre ! » claiment ses amis qui grenouillent dans le même bénitier qu'elle. Sauf ceux qui n'ont pas les mêmes idées, les mêmes pratiques, la même morale qu'elle. Ceux-là peuvent crever.

La pire débauche mentale, elle est là, pas dans un spot télévisé. C'est celle pratiquée par des gens comme cette ministre chargée – quelle dérision – de la Solidarité. Et cette débauche-là siège au gouvernement.

Enquête sur les salaires de l'INSEE

LES SALAIRES BAISSENT

Selon une récente enquête de l'INSEE, les salaires nets ont baissé en 1994, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Du moins dans les statistiques officielles. Et cela, en dépit des augmentations générales ou liées à l'ancienneté enregistrées sur l'année.

Responsables de cette situation, les charges accrues qui pèsent chaque mois sur les feuilles de paye, en premier lieu, la CSG, augmentée de 1,3 % depuis juillet 1993, mais aussi l'augmentation d'autres prélèvements sociaux, de la cotisation chômage notamment.

L'INSEE a calculé qu'entre 1992 et 1994, ces prélèvements sur le salaire brut étaient passés de 17,7 à 19,7 %. Cette moyenne masque d'ailleurs des disparités, les bas salaires étant

plus durement touchés que les autres. Ainsi, l'ensemble des prélèvements représente entre 20,3 et 20,6 % pour les salariés gagnant entre une et deux fois le SMIC, tandis que par le jeu du plafonnement appliqué à certaines cotisations, les salariés les plus privilégiés sont aussi les moins taxés.

Parallèlement, il faut rappeler que les exonérations dont ont bénéficié les patrons en vertu des mesures prises pour soi-disant lutter contre le chômage ont été estimées à 12 milliards en 1992, à 22 milliards en 1993 et 28 milliards en 1994 !

La diminution du pouvoir d'achat pour bon nombre de familles devrait encore s'accroître avec les réformes que le gouvernement nous mijote. Outre le relèvement de la TVA de 18,6 à 20,6 %

au 1^{er} août, il est en effet question d'une nouvelle augmentation de la CSG, dont l'assiette serait élargie. Seraient concernés les intérêts des livrets A, des Codevi et des PEP, c'est-à-dire les formules d'épargne populaire, ainsi que les allocations familiales.

Prendre dans les poches des salariés pour alléger l'imposition du capital et exonérer de charges sociales le patronat, telle est la politique de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de dix ans. Le résultat est évident : une minorité d'actionnaires et de patrons s'enrichit, sans que cela crée des emplois, tandis que l'immense majorité de la société, les salariés, les chômeurs, les retraités s'appauvrissent.

R. M.



UNE SOCIÉTÉ POURRIE DÉGAGE UNE ATMOSPHÈRE POLLUÉE

Chaque été, les alertes concernant la pollution atmosphérique se renouvellent, en Alsace et surtout dans la région parisienne. Le taux d'ozone serait trop fort et les gaz d'échappements s'évacuent mal. Des cyclistes réclament, paraît-il, des masques à gaz aux marchands d'articles de sport. Y a-t-il davantage de pollution qu'avant ? Ce n'est pas certain. La pollution d'origine industrielle a sans doute diminué à cause de la crise, mais la pollution automobile, elle, a augmenté. En tout cas, une partie de l'opinion publique est sans doute davantage sensible à cette question qu'avant.

On nous dit que l'automobile est la première responsable de cette situation. Mais qui conçoit, produit et vend ces voitures sans s'inquiéter des conséquences ?

Ce qui détermine la production des voitures, comme de toutes les autres marchandises, c'est la loi du marché, la loi de l'argent, et ce n'est qu'après coup que l'on découvre les problèmes que cela peut causer à l'ensemble de la société.

Face aux graves conséquences de la pollution atmosphérique sur la santé de la population, qu'envisage-t-on ? Des mesures répressives contre les automobilistes qui risquent de déboucher sur une nouvelle taxation des véhicules. Une culpabilisation accrue des automobilistes qui n'ont bien souvent pas d'autre choix – à cause de l'insuffisance des transports en commun – que d'utiliser leur voiture pour se rendre à leur travail.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème technique de construction de véhicules non polluants. Tout est à considérer dans l'autre sens. Il faut d'abord prendre en compte les besoins de la population et pas ceux des patrons ou du fisc.

Il faut un État au service de la collectivité qui développe les transports en commun, qui favorise la circulation des marchandises par train et non par camion, qui produise en fonction des intérêts de la population et non un État au service des marchands qui polluent la société.

La privatisation d'Usinor-Sacilor

DES MILLIARDS OFFERTS AUX ACTIONNAIRES ET AUX SPÉCULATEURS

Le ministre des Finances s'est déclaré satisfait de la privatisation d'Usinor-Sacilor. Les actions se sont assez bien vendues puisque les boursicoteurs privés et les investisseurs institutionnels (grandes banques, compagnies d'assurances, etc.) se sont partagé une mise globale de 15,5 milliards de francs. Le prix de vente était, paraît-il, assez attractif.

Dès le premier jour de cotation en bourse, bon nombre de ces spéculateurs se sont d'ailleurs précipités pour revendre et empocher les bénéfices de l'opération. 14,3 millions d'actions ont ainsi fait l'aller-retour, et par ce simple jeu d'écritures, rapporté un gain de 2,5 % à leurs propriétaires, soit l'équivalent de 30,7 millions de francs.

De quoi mettre en colère les travailleurs d'Usinor et l'ensemble des contribuables. Car si le gouvernement a pu privati-

ser le troisième groupe mondial de la sidérurgie, c'est bien parce qu'il fait désormais des bénéfices attractifs pour les possesseurs de capitaux. C'était loin

d'être le cas, lorsqu'en 1982, le gouvernement Mauroy (PS-PC, rappelons-le) décida, sous couvert de nationalisation, de le racheter à la famille de Wendel. Après avoir épongé les dettes, réalisé des milliards d'investissements et procédé à des suppressions d'emploi massives, l'État a joué son rôle de béquille au service de la bourgeoisie. Aujourd'hui, la direction d'Usinor peut se vanter de produire autant d'acier qu'en 1983 avec un effectif réduit de moitié, et afficher un bénéfice



de 1,5 milliard de francs.

C'est pourquoi le gouvernement actuel a pu envisager l'opération inverse en reprivatisant Usinor-Sacilor. Ce faisant, il fait un double cadeau à la bourgeoisie : un premier, en lui vendant des actions à un prix attractif, un second, en lui promettant de nouvelles exonérations et subventions avec l'argent dégagé.

Quant aux salariés de la sidérurgie et aux contribuables, ils auront d'un gouvernement à l'autre payé toutes les factures !

Accidents d'autocars

QUI TUE : LA FATALITÉ OU LA COURSE AUX PROFITS?

Dans la nuit du dimanche au lundi 10 juillet, sur l'autoroute A9, vingt-deux passagers d'un autocar espagnol sont morts et trente et un ont été blessés dans un accident.

Il semble que cela s'est produit lors du dépassement d'un camion. Le conducteur du car qui roulait un peu trop vite (à plus de 100km/h) se serait assoupi un instant et soudain réveillé aurait donné un coup de volant brutal qui a envoyé le car sur la glissière de sécurité, sur laquelle il s'est couché et s'est ouvert.

C'est le plus grave accident de car en France, depuis celui de Beaune qui avait fait 53 morts, dont 46 enfants, en 1982, sur l'autoroute du Sud. Mais il n'est que le dernier d'une trop longue série. La même nuit s'est d'ailleurs produit un autre accident, qui a

fait quatre morts et vingt-cinq blessés, entre un car slovaque, qui effectuait un demi-tour sur la Nationale 4, et un camion qui n'a pu l'éviter.

On incrimine les «défaillances humaines» et en particulier celles des conducteurs des entreprises étrangères qui seraient moins soucieuses du règlement que les entreprises françaises. Selon les premiers éléments de l'enquête, les deux chauffeurs du car espagnol auraient effectué près de 2000 km en se relayant, mais sans interruption.

Les défenseurs du car font remarquer que ce moyen de transport, malgré quelques accidents spectaculaires, est tout de même relativement sûr. Au total quelques dizaines de tués chaque année, alors qu'on en compte des milliers avec les automobiles. Tout cela est vrai, encore qu'il y aurait beaucoup à dire sur les conditions de travail et de sécurité des chauffeurs de cars, y compris français.

Mais il y a surtout que l'organisation des transports collectifs

est défaillante. Le transport le plus sûr, après l'avion, et loin devant la route, c'est le train, même si lui aussi peut connaître de graves accidents, en particulier à cause des réductions des effectifs et des crédits destinés à la sécurité.

N'est-il pas aberrant de faire voyager de nuit un autocar d'Amsterdam à Alicante (près de 2000 km) alors que le réseau ferré d'Europe occidentale est le plus dense du monde?

Oui mais, nous dit-on, c'est que le car est moins cher. Mais il n'est pas moins cher par hasard, les prix ne se sont pas «formés» tout seuls. Cela résulte d'un choix.

Le transport par route, des passagers comme des marchandises, a le plus progressé depuis quelques décennies, alors que,

dans le même temps, la SNCF supprime des lignes, secondaires ou pas, au profit essentiellement des TGV. Ce qui, au passage, permet de passer des commandes aux constructeurs, tels Bouygues et autres GEC-Alsthom.

Mais tandis que la SNCF doit payer elle-même ses infrastructures, c'est l'État qui prend en charge la plus grosse partie des infrastructures routières. La concurrence est faussée. Financé par l'État, c'est-à-dire par la collectivité, le transport par route est ainsi devenu plus rentable que par voie ferrée. Une manne pour les innombrables sociétés de transports qui ont alors proliféré, et une manne pour les patrons de l'industrie qui utilisent ces transports à bas prix, leur permettant ainsi de

réaliser le fameux «flux tendu» : les stocks ne sont plus dans les entrepôts, mais dans les centaines de milliers de camions qui encombrer les routes. Certes les automobilistes payent des impôts – et lourds! – mais les entreprises de transports dont les camions causent, de loin, les plus gros dégâts aux routes, bénéficient, elles d'une fiscalité – en particulier sur le gazole – particulièrement avantageuse.

Alors tout cela se paye : des chauffeurs qui font des horaires déments (surtout dans les transports de marchandises, les autocars étant relativement surveillés). Des routes surencombrées et sans cesse des accidents. Mais pour les patrons, toutes ces absurdités ont une logique : celle du profit...

AFP



Financement du RPR

DERNIER FUSIBLE AVANT JUPPÉ?

Le juge Halphen vient de faire quelques pas dans son enquête dite «des HLM de la Ville de Paris», qui dissimule des façons peu licites de se financer. Cette fois, cela concerne le RPR, le parti de Chirac et Juppé.

L'enquête avait déjà fait tomber quelques personnalités de la direction du RPR. Cette fois, c'est Louise-Yvonne Casetta – la bien nommée! – officiellement chef du personnel, mais en réalité au cœur du réseau de financement secret du RPR et responsable, semble-t-il, du financement de la récente campagne présidentielle, qui est sur la sellette.

La presse indique qu'Alain Juppé, en sa qualité d'ancien secrétaire général du RPR mais aussi comme adjoint au maire de Paris, chargé des finances, a eu affaire à elle à plusieurs reprises.

En attendant, comme le PR,

le RPR utilise les réseaux de blanchiment de l'argent sale, les banques d'affaires et les paradis fiscaux. Parmi les noms prononcés, il est question à nouveau de Dejouany, le président de la Compagnie générale des eaux, qui ne fournit pas seulement l'eau courante à des millions d'habitants mais qui arrose la plupart des politiciens de tout l'hexagone. On parle également de la banque Rivaud, une banque d'affaires que l'on retrouve dans bien des coups fructueux du capitalisme français, dans l'hexagone mais aussi dans les anciennes colonies.

Au RPR, tout le monde nie, mais il apparaît que, malgré les lois censées mettre fin à la corruption des partis politiques, ceux-ci continuent comme par le passé à dissimuler les vraies sources de leur financement. Et il est d'autant plus difficile de s'y retrouver que ce financement occulte prend les mêmes voies que la spéculation financière, le blanchiment de l'argent de la drogue ou des trafics d'armes avec ses multitudes de transactions et ses spéculations annexes

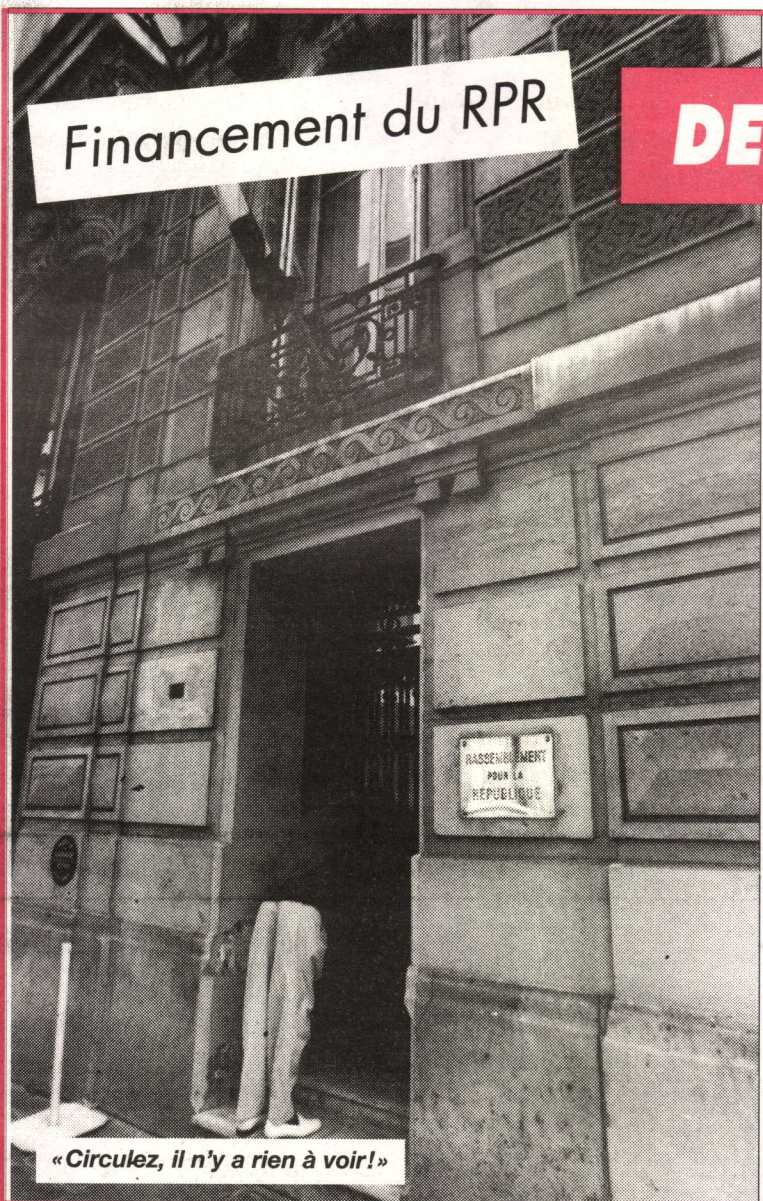
qui ne servent qu'à dissimuler la vraie nature des opérations en jeu.

Les grands partis politiques continuent à bénéficier de la manne des grandes entreprises, ce qui les autorise à mener un grand train de vie. On voit mal, dans de telles conditions, comment les grands partis politiques peuvent être autre chose que les obligés de ceux qui leur graissent la patte.

En tout cas, il remonte de tout cela une véritable odeur de pourriture et de compromission, celle de ce petit monde où politiciens, banquiers, hommes d'affaires s'entendent comme larrons en foire sur le dos de la grande majorité de la population.

Mais, pour changer cela, quelques juges, aussi intègres seraient-ils, ne peuvent suffire. Il faut que les travailleurs, la population laborieuse, les usagers, les consommateurs exigent la transparence totale de la vie politique, des transactions économiques et des relations entre le monde des affaires et le monde politique. Et cela, il faudra l'imposer.

Jacques FONTENOY



AFP

PS

ENCORE UNE TENTATIVE DE RAVALEMENT DE FAÇADE

Pour la énième fois de son histoire, le Parti Socialiste prépare sa rénovation. Un bien grand mot pour sans doute un simple ravalement de façade.

Lionel Jospin est bien entendu le maître d'œuvre de cette rénovation. Son score au premier comme au deuxième tour de la présidentielle, entraîne, en surface du moins, un apaisement dans la lutte des tendances au sein du parti. Tout le monde se montre prêt à jouer le jeu, même Emmanuelli, l'ex-rival en candidature de Jospin.

Il s'agit bien entendu de préparer les législatives de 1998, en reléguant plus ou moins respectueusement les années Mitterrand au musée de l'histoire, en effaçant la défaite des européennes de 1994 et en profitant des deux ans et demi d'opposition préparés par le calendrier électoral pour repartir à la conquête du soi-disant peuple de gauche, en présentant un visage respectable, responsable pour la bourgeoisie française.

Les militants seront appelés à entériner par un Congrès de refondation, le nouveau visage et la nouvelle politique du parti, dont ils auront débattu entre eux durant les mois d'été.

Sous ces formes apparemment démocratiques, on retrouve tous les problèmes du PS depuis 25 ans : pour l'emporter aux élections il lui faut gagner des voix sur sa droite et sur sa gauche, en mordant sur les centristes, en prenant des voix au PCF et dans tous les cas en faisant les yeux doux aux divers courants écologistes. Déjà en 1972 Mitterrand avait renoué le PS, en passant avec le PCF un pacte d'Union de la gauche, dans le but de gagner des voix d'électeurs communistes et de réduire le PCF. Il y était parvenu de façon durable.

Aujourd'hui, ce n'est pas tant du PCF qu'il espère

gagner des voix, que des électeurs centristes.

Cela semble être la perspective de Jospin qui, avec les mêmes vieux mots - démocratie, progrès, transparence, solidarité -, va essayer une fois de plus de donner une image de force tranquille au service du progrès social. La machine à fabriquer les illusions est en train de se remettre en place.

Il s'agira, comme dans le passé, de s'appuyer sur les voix de la gauche, pour mener une fois au pouvoir la politique de la droite, en tout cas une politique tout à fait acceptable pour la bourgeoisie française.

On vient de le vivre avec les années Mitterrand et les différents gouvernements PS, qui ont remis la Bourse en selle, favorisé les grandes entreprises, admis les plans sociaux, entraîné une augmentation catastrophique du chômage, le démantèlement des protections sociales et aggravé les conditions de vie de la population laborieuse.

Alors, les travailleurs ne peuvent regarder qu'avec méfiance les grandes manœuvres du PS renoué, ou en cours de rénovation. Le PS n'est pas le parti des travailleurs, même si beaucoup de travailleurs votent pour lui. Il est un parti, à peine de gauche, de la bourgeoisie. Quant au PCF qui n'a d'autre perspective qu'une alliance électorale avec le PS, il ne peut pas défendre, lui non plus, les intérêts des travailleurs. Il est prêt à s'engouffrer dans le piège électoral car il a abandonné depuis longtemps toute perspective révolutionnaire.

Il reste au monde du travail à créer son propre parti, un parti qui défende sans faiblesse ni compromission les intérêts de classe immédiats et lointains des exploités. Ce parti n'existe pas. Il n'existe plus. Il faut le créer, c'est la perspective pour les années à venir. C'est en tout cas la perspective dans laquelle milite Lutte Ouvrière.

Colette BERNARD

Juppé bavarde sur l'emploi...

ET LES ENTREPRISES ANNONCENT DE NOUVEAUX PLANS SOCIAUX

Pour expliquer que « c'est la reprise économique », que le chômage recule, que les licenciements économiques sont en baisse, qu'avec un peu de patience les choses vont aller mieux dans pas longtemps, tout est bon aux statisticiens du ministère du Travail, aux commentateurs officiels et patentés des statistiques de l'INSEE, au porte-parole du gouvernement et à Juppé lui-même. Ils font tous dire aux chiffres le contraire de l'évidence, à savoir que le chômage est une plaie qui se creuse chaque jour un peu plus.

Ainsi, en l'espace de quelques jours, de nouveaux plans sociaux ont été annoncés qui font peser sur les travailleurs la menace de centaines, voire de milliers de licenciements.

A Alcatel-CIT, lors d'un récent comité central d'entreprise sur l'emploi, une nouvelle version du plan social a été rendue publique. 538 emplois à Cherbourg et à Verrière (78) devraient disparaître. A la SNPE, complexe aéronautique et spatial qui fabrique en particulier, pour le compte de l'Etat, des carburants pour missiles, la direction a annoncé au comité central d'entreprise début juillet son intention de supprimer une centaine d'emplois, ramenant l'effectif de son usine en Aquitaine de 886 travailleurs à 713. Sous prétexte de procéder en douceur, elle laisserait le choix entre la mutation dans une autre usine du groupe, le licenciement pur et simple ou le reclassement



dans une entreprise de la région. Dans ce dernier cas, la direction précise que l'allongement des distances ne serait pas supérieur à 50 km et que la baisse de salaires à attendre ne devrait pas dépasser 20 %...

Pour la direction d'IBM-France, filiale française d'IBM, nouveau gouvernement ou pas, son « plan de mise en disponibilité progressive ou totale » a continué et, fin juin, 1 800 emplois avaient disparu.

Autre exemple, à GEC-Alsthom, la direction devait annoncer au comité central d'entreprise du mardi 11 juillet la relance du plan social repoussé le 20 juin dernier et qui menaçait de jeter sur le pavé 984 travailleurs. L'usine de Belfort, fer de lance de la grève de novembre 1994 sur les salaires, serait la première visée avec 289 sup-

pressions d'emploi annoncées. Le prétexte ? Les commandes SNCF (GEC-Alsthom fabrique les locomotives SNCF de TGV en particulier) chuteront... en 1997 et 1999. Cela dit, obéissant aux directives de Juppé, le préfet de région a fait mine de se prononcer contre ce projet avant d'ajouter qu'« il ne s'agit pas d'interdire à GEC-Alsthom toute suppression d'emploi, ni de rechercher l'affrontement ». C'est probablement cette crainte de la colère que peut susciter parmi les travailleurs les sales projets du patron, qui a poussé le représentant de l'Etat à demander à GEC-Alsthom de surseoir à sa décision. De là à parler de « lutte contre le chômage » de la part du gouvernement Juppé, il y a très, très loin !

Lucienne PLAIN

Plan Juppé-Chirac pour l'emploi

PRÉVISIONS CONTREDITES PAR L'INSEE

La lutte contre le chômage serait la priorité numéro un du gouvernement. Depuis des mois, Chirac, chiffres en main, assure qu'avec lui le chômage reculera rapidement. Il explique à qui veut bien l'entendre que les nouvelles exonérations de charges patronales, les nouvelles aides à l'embauche des jeunes, etc., amèneront le patronat à créer des centaines de milliers d'emplois.

Or, il suffit que l'INSEE étudie l'impact des mesures gouvernementales pour que toute la démonstration

gouvernementale s'effondre lamentablement. Le dernier rapport de l'INSEE sur le sujet prévoit en effet que l'emploi devrait croître en 1995 « à peu près comme en 1994 ». Le nombre de demandeurs d'emplois devrait reculer, cette année, de 130 000 personnes. Exactement comme en 1994. Et encore, l'INSEE n'est pas en mesure de préciser en faveur de quel type d'emploi le nombre de chômeurs diminuerait : des emplois à temps partiel (en 1994, le nombre de travailleurs à temps partiel avait augmenté de

196 000 par rapport à 1993 et représentait près de 15 % des salariés) et donc très mal payés ; des contrats précaires, etc. Et même si ce nombre de 130 000 se révélait juste, à ce rythme, il faudrait encore près de trente ans pour résorber le seul chômage officiellement recensé (un peu plus de 3 millions de chômeurs) !

Ce qui s'est passé avec les gouvernements précédents va continuer : les milliards d'aides aux entreprises sous prétexte de lutte pour l'emploi seront dépensés au seul profit du patronat.

Italie

Au Congrès de l'ex-PCI BERLUSCONI, UN ADVERSAIRE... RESPECTABLE

Le PDS (Parti démocratique de la gauche), issu du Parti Communiste Italien qui s'est sabordé en 1991, vient de tenir son congrès, à Rome.

Pour bien confirmer qu'il n'a plus rien à voir ne disons pas avec ses origines communistes (car il n'était plus communiste depuis longtemps déjà) mais avec l'étiquette communiste qu'il portait encore il y a quatre ans, Massimo D'Alema a invité au congrès Silvio Berlusconi, le chef de la droite, en le présentant même comme un «adversaire respectable».

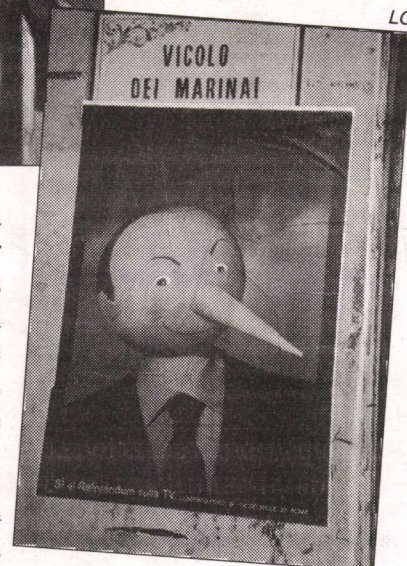
Le fait que des élections anticipées se profilent peut-être à l'horizon n'est certainement pas étranger à la façon dont D'Alema s'exprime vis-à-vis de l'ancien président du Conseil italien. Le discours de Berlusconi a été applaudi bien que la justice italienne, elle qui met actuellement son nez



Gamma/Sestini

◀ Le congrès du PDS.

▼ Affiche de gauche hostile à Berlusconi en Pinocchio-menteur.



dans ses affaires, n'ait pas l'air de le trouver si respectable que cela... Pas plus d'ailleurs que nombre de travailleurs et de petites gens en Italie. A juste titre!

Mais ce n'est pas tout: fini, le leader de l'extrême-droite se qualifiant lui-même, il y a quelques mois, de «néo-fasciste», était aussi de la partie. Et avec lui aussi, le PDS n'entend plus seulement «cohabiter» mais «travailler» pour réaliser ce que D'Alema appelle «la révolution libérale». Et puis, pour faire

bonne mesure, D'Alema a fait également applaudir Umberto Bossi, le chef des régionalistes de la Ligue du Nord, reprenant à son compte ou du moins n'écartant pas l'idée de faire de l'Italie une fédération de régions. D'Alema a de nouveau expliqué que «le fédéralisme est l'instrument essentiel, le canal privilégié, la perspective, l'unique voie qui puisse résoudre le problème de l'Italie du Sud, redonner de la vigueur à la cohésion nationale et à l'unité de l'Etat»!

Enfin, Romano Prodi, ancien patron du plus gros trust public italien (IRI) et actuellement leader de la coalition de centre-gauche au pouvoir, que le PDS soutient sans avoir de poste ministériel, a été lui aussi copieusement applaudi par les congressistes.

Jospin a assisté aux débats. Selon *Le Monde*, il aurait été passionné par la voie choisie par le PDS... Pourtant, dans le domaine de la cohabitation, le PS français n'a pas grand-chose à apprendre...

La façon dont ce congrès du PDS s'est déroulé n'est pas vraiment nouvelle. Comme le disait d'ailleurs D'Alema en conclusion de son discours d'ouverture «demain, Berlusconi sera parmi nous et il sera certainement écouté avec courtoisie comme il est habituel dans nos asises». A chaque congrès, le PDS et avant lui le PCI ont accueilli toutes les

COBAYES HUMAINS POUR RECHERCHE MEURTRIÈRE

Parallèlement aux expérimentations sur la radioactivité menées aux Etats-Unis sur des détenus, des malades condamnés ou des enfants handicapés mentaux, le gouvernement britannique aurait lui aussi mené une série d'expériences sur des êtres humains entre 1950 et 1970.

Ainsi, selon une chaîne de télévision et un quotidien britanniques, des milliers de cadavres d'enfants auraient été utilisés à l'insu des familles, afin d'étudier les effets de la radioactivité sur les os humains. A Liverpool et à Londres, des études sur le placenta de centaines de femmes enceintes ont été faites en leur injectant du sodium radioactif. Les femmes étaient prévenues mais les conséquences en étaient alors inconnues. En 1956, dix-sept patients d'un hôpital d'Oxford ont été irradiés. En 1969, une vingtaine de femmes se sont vu prescrire des aliments radioactifs à leur insu, alors qu'elles avaient consulté le médecin pour des migraines ou de l'arthrite... Et il y aurait encore bon nombre de documents classés secrets au centre de recherches nucléaires.

Selon les enquêteurs, ces expériences ont été décidées au début des années cinquante par le gouvernement afin de connaître l'effet que pourrait avoir la bombe atomique sur ses propres soldats.

Des expériences sur des cobayes humains aux essais nucléaires français prévus à Mururoa, les gouvernements n'en finissent pas d'illustrer leur mépris envers la vie humaine... tout en nous expliquant que s'ils font cela, c'est pour le bonheur de l'humanité et pour lui préparer un meilleur avenir.

personnalités politiques en vue et au gouvernement, sans distinction de couleur politique, avec la même courtoisie. Mais, si cette nouvelle mascarade aidera peut-être le PDS à conforter son image respectable de parti de gouvernement auprès de la bourgeoisie italienne, la seule chose que peuvent y gagner les travailleurs italiens est de voir encore plus clairement dans quel camp se trouvent ces dirigeants politiques qui se disent de gauche.

Roger BERTRAND

USA - Viêt-nam

LE RETOUR

Vingt ans après la fin de la guerre du Viêt-nam, les Etats-Unis s'apprentent à rétablir leurs liens diplomatiques avec Hanoï.

Le gouvernement Clinton laisse entendre que ce «retour à la normale» a été rendu possible par la «coopération» des Vietnamiens aux recherches sur le sort des 1600 soldats américains disparus sans laisser de trace lors du conflit - un des thèmes qu'utilisent les Républicains, c'est-à-dire les rivaux de Clinton.

On pourrait croire que les dirigeants actuels des USA sont revenus à de meilleurs sentiments à l'égard du Viêt-nam

qu'ils excluaient de la communauté internationale depuis vingt ans, pour les punir d'avoir osé les défier.

De bons sentiments dans cette affaire, il n'y en a pas du tout.

En février 1994, Clinton avait levé l'embargo commercial contre le Viêt-nam, afin de permettre à des entreprises américaines comme IBM, Kodak, General Electric et autres, d'être présentes sur ce marché «émergent» de 70 millions d'habitants.

Il s'agit donc avant tout d'aider les sociétés américaines à s'implanter au Viêt-nam.

Car la loi américaine ne per-

met pas à l'organisme fédéral chargé de fournir des garanties aux exportateurs et aux investisseurs d'intervenir dans un pays n'ayant pas de liens diplomatiques avec les Etats-Unis. Désormais, IBM et consorts pourront donc se déployer au Viêt-nam... avec toutes les garanties de l'Etat US.

Dans une interview récente, le secrétaire américain au Commerce déclarait que la diplomatie américaine avait pour ainsi dire toujours été «au service de l'économie et du commerce». Exact!

Paul FORESTIER

Renault-Flins

LE TRIBUNAL ANNULE L'EXCLUSION DE SEIZE MILITANTS CFDT

Le Tribunal de Versailles a annulé la décision d'exclusion prise il y a un peu plus de deux ans contre 16 travailleurs, militants de la CFDT. Il a jugé que cette décision était arbitraire et devait être considérée comme nulle. La direction du syndicat avait appliqué des statuts qui n'avaient jamais été déposés !

C'est fin 1992 que la direction de la CFDT Flins avait montré son désir de se débarrasser de leur présence. On était alors dans la période de mise en application du nouvel horaire de l'usine. La direction de la CFDT Flins avait approuvé ce nouvel horaire et collaboré avec la direction pour le mettre en place. Les 16 travailleurs en question, pour la plupart délégués du personnel ou titulaires

d'un autre mandat, et dont certains sont des militants de Lutte Ouvrière tenaient à se faire l'expression des revendications des travailleurs de l'usine, et pas des désirs de la direction. C'est pourquoi ils avaient tenu à soulever les problèmes que ce nouvel horaire posait aux travailleurs, notamment du fait de la suppression du temps de repas et de la modification des temps de pause.

C'en était trop pour la direction de la CFDT Flins. Pour elle ils étaient des gêneurs dans sa tranquille collaboration avec la direction de Renault, et elle avait alors décidé de les exclure, d'une façon parfaitement antidémocratique et sans qu'aucune vraie discussion sur le fond du problème ait pu avoir lieu. C'était le 7 janvier 1993.

Il ne restait plus d'autre recours à ces militants face à cette décision que celui des tribunaux. On voit que le tribunal a dû reconnaître que les dirigeants de la CFDT n'avaient pas le droit de se comporter comme ils l'ont fait. Mais il a fallu pour cela plus de deux ans, et en attendant la décision d'exclusion s'est appliquée.

Heureusement, les militants en question ne se sont pas laissés décourager pour autant. Certains d'entre eux ont même continué leur activité de délégués. Quant aux travailleurs de l'usine, beaucoup ont su faire savoir à leur manière ce qu'ils pensaient de l'attitude de la direction de la CFDT Flins puisque ce syndicat a perdu, depuis ce moment, près de la moitié de ses voix aux élections professionnelles.

Renault-Cléon

USINE POURRIE

Mardi 27 juin, un travailleur de Renault-Cléon âgé de 45 ans s'est donné la mort à son domicile. La veille, il avait été convoqué par la maîtrise de son atelier afin de signer une feuille d'analyse (un avertissement écrit) pour avoir mis une pièce de travers dans sa machine. Les faits remontaient au 4 mai dernier.

Quand les travailleurs du secteur ont appris le suicide de leur camarade, ils ont immédiatement arrêté le travail toute la journée, reprochant au chef d'atelier et au chef d'unité d'être en partie responsables de ce geste fatal. Il faut dire que l'ambiance qui règne dans cet atelier est exécrable. Ce camarade était malade depuis des années et prenait des calmants pour tenir le coup. Poussé à bout par la hiérarchie qui n'arrêtait pas de le harceler, ce camarade, à force de subir des pressions et de multiples reproches et brimades, a fini par craquer.

Aussitôt la nouvelle connue

dans les ateliers de l'usine, de nombreux travailleurs exprimaient leur indignation, dénonçant les méthodes de la direction : « Elle parle d'usine à vivre mais dans les faits il n'y a que la production et leur fric qui comptent ! ». Avec les cadences et les charges de travail qui ne cessent d'augmenter, les conditions de travail se dégradent de jour en jour, la direction faisant constamment pression sur les salariés pour faire des heures supplémentaires...

Depuis 6 mois, c'est le troisième suicide à l'usine. A chaque fois, la relation entre le suicide et le travail ont pesé pour beaucoup.

Le mardi 4 juillet, le jour de l'inhumation, la CGT appelait les travailleurs de l'usine à venir à l'atelier des bielles où travaillait ce camarade pour se rassembler. Le jeudi 6 juillet, un appel à une heure de débrayage a réuni près de 1500 ouvriers sur les trois équipes.

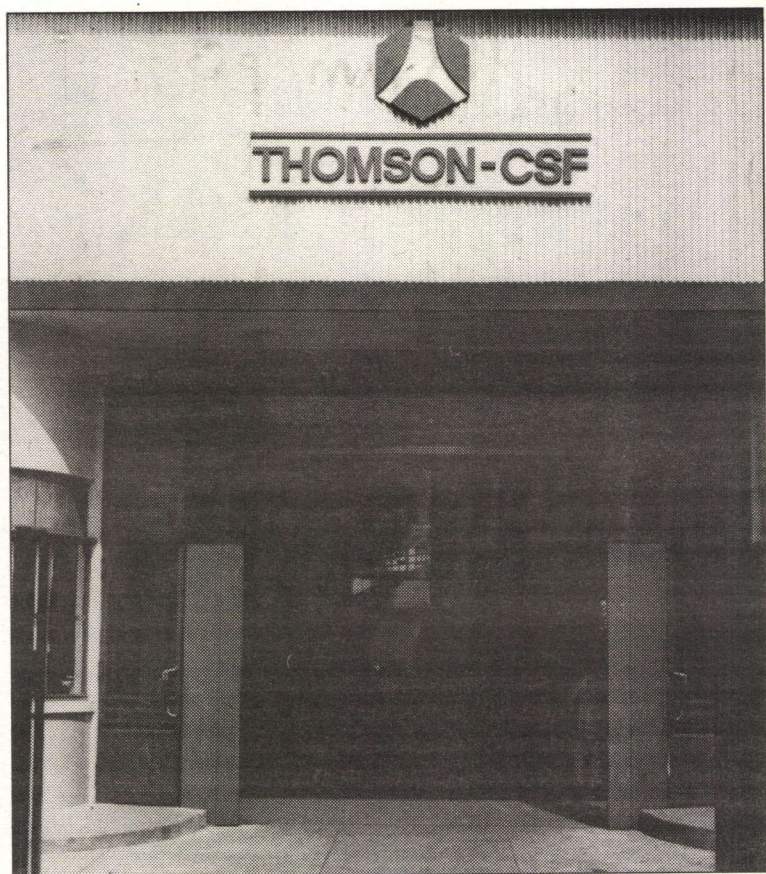
Quant à la direction, elle a

préféré être aux abonnés absents pendant plusieurs jours. Mais quand elle a refait surface, c'est pour se plaindre d'être victime « d'une campagne médiatique honteuse » de la part de la CGT, le suicide de notre camarade étant qualifié cyniquement par elle de « drame humain à caractère privé ».

Craignant cependant une réaction massive de l'ensemble du personnel, elle a envoyé au charbon dans les ateliers la partie de ses cadres et de sa maîtrise la plus fidèle donner sa propre version des faits, n'hésitant pas à colporter les ragots les plus abjects sur le travailleur et sa famille. Des cadres et chefs d'atelier sont même venus à l'atelier des bielles pour soutenir la hiérarchie du secteur qui a été maintenue à son poste.

Quelles que soient les manœuvres et la propagande de la direction, les travailleurs ne sont pas dupes.

Correspondant LO



Thomson-CSF

ÉNIÈME RESTRUCTURATION

Après dix-huit mois de TRILD officiel, version du chômage partiel baptisée Temps Réduit Indemnisé de Longue Durée à Thomson-CSF - qui a permis de réduire les salaires sans réellement réduire le temps de travail - les salariés attendaient ce que le PDG Gomez allait bien inventer pour réduire ses fameux coûts de 20 %, objectif affiché et annoncé pour l'année 1997. Ayant l'habitude de voir les effectifs se réduire de 10 % par an en moyenne, ils pensaient revoir un plan social traditionnel... qui n'est, finalement, pas encore à l'ordre du jour.

En fait, depuis début juillet, c'est parti pour un autre scénario : réunion de cadres d'abord, réunion de CCE et du personnel ensuite. A Bagneux, par exemple, des centaines de chaises sont installées pour écouter la messe habituelle, la voix de son maître distillée par les cadres supérieurs. En général, on écoute et on s'en va, car on sait que dans ce genre de réunions, les questions posées par le personnel restent sans réponse. En fait, on apprend autant, sinon plus, dans la presse patronale, dite spécialisée.

Ainsi, Gomez aurait affirmé « qu'aucun plan de suppression de postes n'était en projet, ni même à l'étude ». Ce qui est une traduction libre de la réalité, puisqu'en effet, il n'y a pas de plan au sens propre, les suppressions d'effectifs étant permanentes, ne serait-ce que par les fermetures de centres et les transferts de personnel. Les derniers étant la reprise de Morlaix Electronique, (anciennement essayée par Thomson, reprise d'une partie moyennant cinquante licenciements) et la fermeture prévue de Thomson Sintra à Arcueil, (trois cents personnes auxquelles on propose des transferts vers Brest et Cannes... un détail !). Ce genre de

procédés fait partie du quotidien de la direction Thomson, pas d'un « plan ».

La nouveauté annoncée cette année, c'est la filialisation de l'ensemble des divisions, branches, de Thomson-CSF, avec des regroupements à la clef dont les salariés voient venir, gros comme une maison, les conséquences. Ce genre de réorganisation multipliera, en tout cas, les postes de PDG, de directeurs généraux, d'administrateurs, pour des centaines de cadres qui rongent leur frein, dans une entreprise où ingénieurs et cadres sont légion.

Il y aurait six nouvelles filiales dans Thomson-CSF : une pour les activités Radars et Contremesures embarqués sur avions, sur Elancourt, Brest et Pessac ; une autre pour l'Electronique de missiles (Malakoff) ; une filiale Commandement et Communications (Gennevilliers, Cholet), une Informatique et une Espace. Le tout aurait pu être découpé tout autrement, ce qui a été fait dans le passé d'ailleurs.

Les syndicats voient, dans cette restructuration avec filialisation, le début de la mise en place de la privatisation de Thomson. Les déclarations récentes de Gomez devant le Sénat pourraient accréditer ces thèses, celui-ci demandant dix milliards de francs à l'Etat comme préalable à une telle privatisation. Des chiffres qui ne sont pas vraiment dans les discussions des salariés en ce moment. Pour l'instant, ceux-ci attendent, après les congés, les premières décisions avant filialisation. A Bagneux, par exemple, des regroupements de services des deux divisions sont d'ores et déjà annoncées, avec leur cortège de bruits de couloirs sur les emplois en doublon.

Correspondant LO

Atochem (Pierre-Bénite - Rhône)

LA DIRECTION CÈDE DE 300 F À 600 F PAR MOIS ET DES EMBAUCHES

Lundi 10 juillet, après quatre semaines de grève, le travail a repris. Depuis plusieurs mois, la maîtrise du secteur minéral refusait la prise en charge d'un nouveau secteur. La direction ayant tenté de piéger un futur agent de maîtrise posté en lui faisant signer un avenant comprenant cette nouvelle charge de travail, les AMP décidaient de se mettre en grève.

Cette grève fut le détonateur de tous les mécontentements de l'usine, et le lundi 12 juin, toute l'usine était arrêtée pour 1 000 francs d'augmentation de salaire et des embauches.

Pendant quatre semaines, le portail a été bloqué et la production totalement arrêtée. 200 personnes minimum se trouvaient au portail chaque jour, et lors des discussions avec la direction, les grévistes avaient imposé que des représentants des piquets soient présents en plus de la CGT, la seule organisation syndicale qui a soutenu la grève durant les trois premières semaines du mouvement. Mais lors de la dernière semaine, de nombreux travailleurs se sont rendu compte qu'elle discutait plus des conditions

de la reprise du travail et moins des revendications.

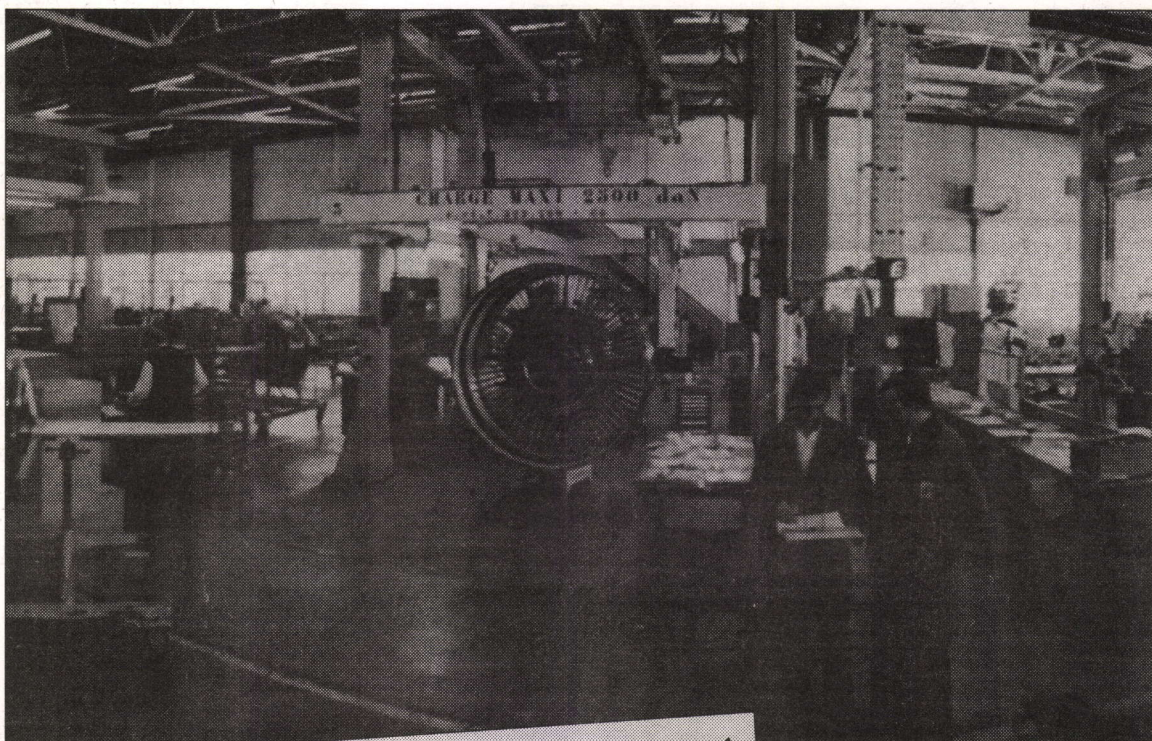
Finalement, la direction a cédé avec effet rétroactif au 1^{er} mai :

- 310 F pour les coefficients supérieurs à 225.
- 410 F à 600 F pour les coefficients de 150 à 205 (les plus petits salaires).
- 33 embauches à effectuer d'ici la fin de l'année, en priorité le personnel stagiaire en insertion RMI, les CDD et les contrats de qualification.

- 3 jours de grève payés. C'est dans un climat houleux que la CGT s'est prononcée pour l'acceptation du protocole d'accord et pour un vote à bulletin secret. 107 travailleurs se sont prononcés pour continuer, 105 pour la reprise. Malgré ce vote pour la continuation de la grève, les partisans de la grève ne se sont pas sentis assez forts pour continuer le mouvement, d'autant que 200 grévistes ne s'étaient pas déplacés.

Tout le monde a conscience d'être rentrés au travail avec des résultats non négligeables et avec le sentiment de s'être fait respecter par la direction.

Correspondant LO



SNECMA (Villaroche - Rhône)

DES TRAVAILLEURS RÉSISTENT AU PLAN DUFOUR

Peu après son entrée en fonction le nouveau PDG, Dufour, a annoncé un plan de 5 000 suppressions de postes pour tout le groupe SNECMA. L'un des volets de ce plan consiste en diverses délocalisations d'entreprises de la région parisienne. L'une de ces délocalisations concerne l'atelier expérimental de l'usine de Villaroche qui devrait être transféré vers celle de Corbeil afin de faire de la place pour Elecma venant de Suresnes et permettre ainsi à la direction de réaliser une juteuse spéculation immobilière. Seulement les 350 salariés de l'atelier expérimental, le Bâtiment 3, ne sont pas d'accord.

Leur refus est essentiellement motivé par la perte éventuelle de primes spécifiques obtenues les années passées pour les plus anciens ainsi que du transport gratuit par cars, ce qui est très important à cause des résidences très éloignées des salariés.

Aussi des débrayages répétés et des actions spectaculaires se sont poursuivis dans ce secteur, comme dernièrement la perturbation de l'inauguration de la bretelle de l'autoroute A5.

Cependant, l'ambiance n'était qu'à la résistance. La grève et la perspective d'aller chercher les 4 000 autres salariés du centre, qui ont eux aussi des problèmes d'emploi et de baisse de salaire, plusieurs fois proposées par des délégués et des travailleurs combattifs, n'ont pas été suivies.

Du coup, après 5 semaines de mobilisations diverses, la direction a fait le forcing avant les départs en vacances et les salariés ont finalement accepté, par un vote dans des assemblées générales, de commencer à négocier les modalités du transfert vers l'usine de Corbeil. Une délégation de travailleurs a été désignée pour participer aux négociations.

C'est le moment qu'a choisi la direction pour tenter d'écarter

l'un des délégués combattifs du Bâtiment 3, en voulant le mettre dans un atelier isolé. La défense de ce délégué fait maintenant partie du cahier de revendications déposé par les salariés.

Mais malgré les vacances, et les pressions qui se multiplient, les salariés du Bât. 3 ont montré qu'ils étaient encore capables de se mobiliser.

Correspondant LO

LES PRÉFETS DÉSARMÉS!

Mercredi 28 juin, dans une conférence de presse, le préfet de Seine-et-Marne déclarait : « L'un des principaux obstacles à l'emploi reste la stratégie des grands groupes industriels ». Et pour ceux qui n'auraient pas compris le message, le lendemain devant des grévistes de la SNECMA qui demandaient pourquoi leur direction refusait de discuter, il répondait : « Je ne suis que préfet de Seine-et-Marne et je ne peux obliger personne à venir négocier avec une mitrailleuse dans le dos ».

Ces propos illustrent clairement ce qui se passe dans l'ensemble du pays.

Juppé avait fait tout un cinéma lors de la réunion des préfets destinée à organiser la lutte pour l'emploi. On allait voir ce qu'on allait voir ! Comme c'était à prévoir, il y a loin de la coupe aux lèvres.



PETITE ENTREPRISE, GROSSE EXPLOITATION

Je vous écris pour dénoncer les conditions de travail et les méthodes du patron dans mon entreprise, une petite usine de la métallurgie de la banlieue parisienne.

D'abord, mon atelier est vieux et dégradé. Et puis, il y a un manque de matériel. Le patron ne veut pas faire de frais pour donner à chacun les outils dont il a besoin. Il nous oblige à

nous disputer les pointes à tracer, ou les maillets, et s'il nous trouve deux minutes inactifs, il nous le reproche. Alors, certains travailleurs cèdent et achètent leurs outils eux-mêmes, sans toucher la prime à laquelle ils auraient droit.

Il est tellement radin qu'il a empêché un ouvrier immigré de rentrer au pays pour l'enterrement de son père. Il lui a refusé

le congé de trois jours prévu sous prétexte que ce travailleur n'avait pas de démarche administrative à faire... en France.

En 1992 et 1993, il n'y avait eu aucune augmentation. Depuis, il prétend qu'il a rattrapé en nous donnant 2% en 1994, et 2% en 1995. Mais ça n'empêche pas certains jeunes ouvriers, qu'il a embauchés après en avoir mis à la porte de

plus vieux et de mieux payés, de toucher des payes de tout juste 5 000 F.

Alors, face à cette situation, certains travailleurs sont tentés de réagir individuellement, mais cela leur retombe dessus sans qu'ils n'aient rien gagné. Il faudrait qu'ils comprennent qu'il faut se donner la main, pour lutter ensemble contre cet état de choses.

DES LIVRES POUR L'ÉTÉ

Avec l'été revient le temps des vacances qui laisse un peu de temps pour se détendre et aussi pour lire. Voici une sélection de livres de poche, et des rééditions, que nous avons présentés à nos lecteurs dans les numéros de *Lutte Ouvrière* parus depuis janvier dernier.

Rééditions en poche

LE LIVRE DE VATANEN

d'Arto Paasilinna

On heurte un lièvre avec sa voiture et l'on finit par parcourir toute la Finlande à pied. Des aventures cocasses où c'est surtout le lièvre qui domine la situation et un beau voyage en Finlande.

Folio, 204 p., 30 F environ.

FONTAMARA

d'Ignazio Silone

Une dénonciation des humiliations et des abus, des injustices dont étaient victimes les paysans pauvres des Abruzzes sous le fascisme mussolinien.

On partage, non sans humour, les souffrances, l'absence d'illusions sur le régime, les doutes, les espoirs et la révolte de ces damnés de la terre. Un roman dont Trotsky disait, en 1933, que « le devoir de chaque révolutionnaire est d'aider à sa diffusion ».

Grasset, Cahiers rouges, 285 p., 59 F

BIRD LIVES

de Ross Russell

Evocation de la courte vie du saxophoniste de jazz Charlie Parker, un des inventeurs du style be-bop apparu en 1939-1940.

10/18, 50 F

QUOI DE NEUF SUR LA GUERRE

de Robert Bober

Mi-roman, mi-témoignage, on y parle des difficultés de certains Juifs, rescapés de l'enfer nazi, de retrouver le goût de vivre. On y évoque les orphelins d'enfants juifs après-guerre, la grande rafle du Vel d'Hiv', le camp de Drancy... Un ton grave mais aussi quelques pointes d'humour.

Folio, 32 F

BOULEVARD DU GUINARDO

de Juan Marsé

La journée d'un inspecteur de police dans l'Espagne de Franco en 1945, pour dépeindre une Espagne croupissant dans la misère et la dévotion morbide. Un tableau accablant.

10/18, 126 p.

D'AMOUR ET DE POUSSIÈRE

d'Ernest J. Gaines

Un écrivain noir peint une plantation en Louisiane dans les années 1960 quand le vieux système d'exploitation agricole s'effrite : les grands propriétaires sombrent tandis que montent les Cajuns, ces petits Blancs isolés dans leur francophonie et leur catholicisme.

10/18, 44 F

CONTINENTS À LA DÉRIVE

de Russell Banks

L'histoire d'un « grand gaillard d'ouvrier de 30 ans, d'apparence tout à fait quelconque » dans l'Amérique des années 1980, mais aussi le destin d'une jeune Haïtienne fuyant son pays. Mise en cause de l'inhumanité d'une société où tout est matière à trafic. Un roman très noir.

Babel, 578 p., 69 F

Rééditions

TERRE D'ÉBÈNE

d'Albert Londres

Un reportage sur l'exploitation impérialiste dans les colonies françaises d'Afrique noire, qui fit scandale à l'époque (1927).

Le serpent à plumes, 35 F

GENS D'ALSACE ET DE LORRAINE

(6 romans : *L'ami Fritz*, *Histoire d'un paysan*, *Madame Thérèse*, *Histoire d'un conscrit de 1813*, *Le blocus*, *Waterloo*.)

d'Erckmann-Chatrian

A l'exception de *L'ami Fritz*, des romans qui font revivre la vie et les combats de la population française de la chute de la monarchie (1789) à la chute du premier Empire (1815). Écrit par deux auteurs qui avaient eux-mêmes vécu la période de révolution de 1848 puis la réaction qui suivit.

Omnibus, 1330 p., 135 F

TROIS CARRÉS ROUGES SUR FOND NOIR

de Tonino Benacquista

Derrière les toiles de l'art abstrait, de très concrets trafics et spéculations.

Folio n° 2616, 30 F environ.

Romans policiers

MEURTRE AU PS

de Michel Solférino

Un roman policier sert de prétexte à pénétrer dans les coulisses politiciennes du Parti Socialiste.

Livre de Poche, 26 F

LES MORSURES DE L'AUBE

de Tonino Benacquista

Quand un noctambule ne dort plus ni la nuit ni le jour pour sauver un ami. Le drôle de monde de la nuit parisienne.

Rivages n° 143, 50 F

LA COMMEDIA DES RATÉS

de Tonino Benacquista

Comment monter une arnaque à la superstition dans la très religieuse Italie et tomber sur un bec : l'Eglise apostolique et romaine, soi-même.

Folio n° 2615, 30 F environ.

LA MALDONNE DES SLEEPINGS

de Tonino Benacquista

Un couchettiste de la SNCF embarqué dans une histoire d'espionnage et de rivalités entre services secrets. Un coup d'œil plein d'humour sur le monde des wagons-lits.

Série noire n° 2167, 30 F environ.

UNE MORT EN ROUGE

de Walter Mosley

Californie, 1953. Evocation de la période de la chasse aux communistes, orchestrée par le sénateur MacCarthy, où il ne faisait pas bon être rouge ou noir.

Albin Michel, 294 p., 95 F

Voir

L'ÂME DES GUERRIERS

L'affiche et le début du film laissent croire que nous avons affaire à des bandes marginales, aux rites étranges. Mais en fait ce film se passe en Nouvelle-Zélande, dans une banlieue populaire, un quartier déshérité comme il y en a aujourd'hui aux quatre coins du monde.

Nous sommes dans une famille ouvrière avec tout ce que cela veut dire de problèmes pour joindre les deux bouts, pour se loger, pour élever et éduquer les enfants...

Et quand vient le chômage, tout est encore plus difficile.

On nous montre cette famille malmenée par tous ces problèmes, sujet banal, quotidien, vécu par des millions de familles. Le film en parle avec beaucoup de justesse; avec beaucoup de violence, à l'image de la société; mais aussi beaucoup de chaleur, de tendresse, de compréhension et de... révolte. Individuelle il est vrai.

Tout cela pourrait déjà suffire pour qu'on aille le voir.

Comme tout cela se passe à l'autre bout du monde, en Nouvelle-Zélande, dans une famille ouvrière d'origine maorie, il s'y ajoute donc les problèmes de tous ces gens élevés dans des traditions différentes des règles de vie de la société capitaliste. Le point de vue du réalisateur peut être discuté sur cette question, toujours est-il que nous sommes un peu dépayés, ce qui ajoute à l'intérêt du film. A voir.

Daniel NECKER

PROFITEZ DE L'ÉTÉ POUR VENIR DISCUTER AVEC DES MILITANTES ET DES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

Cet été, les militantes et les militants de Lutte Ouvrière ont choisi de faire étape dans un certain nombre de villes, pour y présenter des expositions, un montage vidéo reprenant des extraits de la campagne télévisée d'Arlette Laguiller, mais surtout pour créer l'occasion de discuter avec ceux qui, au travers de la campagne d'Arlette Laguiller, ont été sensibles aux idées qu'elle y a défendues et ont pu ainsi faire connaissance avec Lutte Ouvrière.

Maintenant, les élections sont déjà du passé. Mais les problèmes demeurent, la nécessité pour les travailleurs de se défendre plus que jamais d'actualité.

Car le bilan de la politique menée depuis des années contre les travailleurs par les gouvernements qui se sont succédé – politique continuée aujourd'hui par l'équipe Chirac-Juppé – pèse chaque jour d'avantage. Le chômage qui s'étend, la pauvreté qui gagne du terrain, la baisse des salaires, les conditions de travail qui s'aggravent tandis que les emplois deviennent de plus en plus précaires, les travailleurs connaissent cela partout.

Et ce dont nous voulons discuter, ce sont des moyens de sortir de cette situation et d'inverser le cours des choses. Ce qui manque au monde du travail, c'est un programme et un parti défendant les intérêts politiques des travailleurs, un parti qui n'ait vraiment comme seul but que de défendre l'intérêt de tous les exploités.

Venez discuter de tout cela avec nous.

Nous publions ci-contre la liste des villes où vous pourrez nous trouver la deuxième quinzaine de juillet ; mais en août nous continuerons dans le Nord, en Bretagne, en Vendée et en Charente, dans le Pays Basque, en Alsace, dans le Languedoc, dans l'Arrière, et en Provence, des Bouches-du-Rhône à la frontière italienne.

Et bien évidemment, les lecteurs de Lutte Ouvrière qui seraient dans le coin sont amicalement invités à venir faire un brin de causette.

DANS LE CENTRE ET L'Auvergne

Samedi 15/07 :
SAINT-POURÇAIN (Allier)
Lundi 17/07 :
MOULINS-YZEURE (Allier)
Mardi 18/07 :
CUSSET (Allier)
Mercredi 19/07 :
VICHY-BELLERIVE (Allier)
Jeudi 20/07 :
GANNAT (Allier)
Vendredi 21/07 :
COMMENTRY (Allier)
Samedi 22/07 :
MONTLUÇON (Allier)
Lundi 24/07 :
DOMÉLAT (Allier)
Mardi 25/07 :
AUBUSSON (Creuse)
Mercredi 26/07 :
GUÉRET (Creuse)
Jeudi 27/07 :
USSEL (Corrèze)
Vendredi 28/07 :
TULLE (Corrèze)

DANS LE NORD, LA PICARDIE, LE PAS-DE-CALAIS

Lundi 17/07 :
FEIGNIES (Nord)
Mardi 18/07 :
MAUBEUGE (Nord)
et AULNOYE-AYMERIES
Mercredi 19/07 :
HIRSON (Aisne)
Jeudi 20/07 :
SAINT-QUENTIN (Aisne)
Vendredi 21/07 :
SAINT-QUENTIN (Aisne)
à 20 h 30, réunion publique avec
Arlette Laguiller
Samedi 22/07 :
LE CATEAU (Nord)
Lundi 24/07 :
CAUDRY (Nord)
Mardi 25/07 :
BOHAIN (Aisne)
Mercredi 26/07 :
ARRAS (Pas-de-Calais)
Jeudi 27/07 :
MARCEUIL (Pas-de-Calais)

Vendredi 28/07 :
FRIVILLE-ESCARBOTIN (Somme)
Samedi 29/07 :
SAINT-RIQUIER (Somme)

DANS LE DAUPHINÉ

Dimanche 23/07 :
LAC D'AIGUEBELETTE (Savoie)
Mardi 25/07 :
CHAMBÉRY (Savoie)
Mercredi 26/07 :
ALLEVARD (Isère)
Samedi 29/07 :
LA MURE (Isère)
Lundi 31/07 :
CHARAVINES
Mardi 01/08 :
VOIRON (Isère)
Jeudi 03/08 :
DAVEZIEUX (Ardèche)
Vendredi 04/08 :
PÉAGE-DE-ROUSSILLON (Isère)

DANS LA BRETAGNE NORD

Lundi 17/07 :
CANCALE (Ille-et-Vilaine)
Mardi 18/07 :
MATIGNON (Côtes-d'Armor)
Mercredi 19/07 :
PLOUHA (Côtes-d'Armor)
Jeudi 20/07 :
SAINT-BRIEUC (Côtes-d'Armor)
Vendredi 21/07 :
LOUDEAC (Côtes-d'Armor)
Samedi 22/07 :
MUR-DE-BRETAGNE (Côtes-d'Armor)
Lundi 24/07 :
ROSTRENN (Côtes-d'Armor)
Mardi 25/07 :
LANDIVISIAU (Finistère)
Mercredi 26/07 :
LESNEVEN (Finistère)
Jeudi 27/07 :
Réunion publique avec Arlette Laguiller à QUIMPER
Vendredi 28/07 :
BREST (Finistère)
Samedi 29/07 :
PLOUGASTEL-DAOULAS (Finistère)

DANS LA HAUTE-NORMANDIE

Lundi 17/07 :
LE TRÉPORT (Seine-Maritime)
Mardi 18/07 :
BLANGY-SUR-BRESLE (Seine-Maritime)
Mercredi 19/07 :
DIEPPE (Seine-Maritime)
Jeudi 20/07 :
FÉCAMP (Seine-Maritime)
Samedi 22/07 :
BOLBEC (Seine-Maritime)
Lundi 24/07 :
LILLEBONNE
Réunion publique avec Arlette Laguiller
Mardi 25/07 :
TROUVILLE (Calvados)
Mercredi 26/07 :
DIVES-SUR-MER (Calvados)
Jeudi 27/07 :
PONT-AUDEMER (Eure)
Vendredi 28/07 :
EVREUX (Eure)
Samedi 29/07 :
VERNON (Eure)

DANS LA BASSE-NORMANDIE

Lundi 17/07 :
LION-SUR-MER (Calvados)
Mardi 18/07 :
PORT-EN-BESSIN-HUPPAIN (Calvados)
Mercredi 19/07 :
BAYEUX (Calvados)
Jeudi 20/07 :
SAINT-LO (Manche)
Vendredi 21/07 :
COUTANCES (Manche)
Samedi 22/07 :
GRANVILLE (Manche)
Lundi 24/07 :
FLAMANVILLE
Mardi 25/07 :
VIRE (Calvados)
Mercredi 26/07 :
FLERS (Orne)
Jeudi 27/07 :
FALAISE (Calvados)
Vendredi 28/07 :
ALENÇON (Orne)

DANS LES PYRÉNÉES ET LE GERS

Samedi 15/07 :
TARBES (Hautes-Pyrénées)
Lundi 17/07 :
TARBES (Hautes-Pyrénées)
Mardi 18/07 :
SEMEAC (Hautes-Pyrénées)
Mercredi 19/07 :
LOURDES (Hautes-Pyrénées)
Jeudi 20/07 :
VIC-FEZENSAC (Gers)
Vendredi 21/07 :
AUCH (Gers)
Samedi 22/07 :
FLEURANCE (Gers)

EN HAUTE-SAVOIE

Samedi 15/07 :
EVIAN (Haute-Savoie)
Dimanche 16/07 :
SCIEZ (Haute-Savoie)
Lundi 17/07 :
ANNEMASSE (Haute-Savoie)
Mardi 18/07 :
LA ROCHE-SUR-FORON (Haute-Savoie)
Mercredi 19/07 :
CLUSES (Haute-Savoie)
Jeudi 20/07 :
CRAN-GEVRIER (Haute-Savoie)
Vendredi 21/07 :
SEYNOD (Haute-Savoie)

RÉUNIONS PUBLIQUES D'ARLETTE LAGUILLER

• **Saint-Quentin** (Aisne)
Vendredi 21 juillet à 20 h 30
Palais de Fervaques
rue Victor Basch
• **Lillebonne** (Seine-Maritime)
Lundi 24 juillet à 20 h 30
Salle Thiers
rue Thiers
• **Saint-Avold** (Moselle)
Mardi 25 juillet à 20 h 30
Salle des Congrès
rue de la Piscine
• **Quimper** (Finistère)
Jeudi 27 juillet
salle du Chapeau Rouge
98, rue du Paradis
• **Alençon** (Orne)
Vendredi 28 juillet à 20 h 30
Salle Baudelaire
20, rue Porchaine
• **Boulogne** (Pas-de-Calais)
Samedi 12 août à 19 h
Salle du Centre d'Action Sociale
25, bd Daunou (entrée rue Butor)

DANS LE SUD DE LA BRETAGNE

Lundi 17/07 :
VANNES (Morbihan)
Mardi 18/07 :
PORT-LOUIS (Morbihan)
Mercredi 19/07 :
HENNEBONT (Morbihan)
Jeudi 20/07 :
LORIENT (Morbihan)
Vendredi 21/07 :
QUIMPERLÉ (Morbihan)
Samedi 22/07 :
NEVEZ
Lundi 24/07 :
CONCARNEAU (Finistère)
Mardi 25/07 :
CHATEAULIN (Finistère)
Mercredi 26/07 :
AUDIERNE (Finistère)
Jeudi 27/07 :
QUIMPER meeting avec Arlette Laguiller (Finistère)
Vendredi 28/07 :
DOUARNENEZ (Finistère)

DANS LA RÉGION DU VAUCLUSE ET DU GARD

Lundi 17/07 :
BOLLÈNE (Vaucluse)
Mardi 18/07 :
PONT-SAINT-ESPRIT (Gard)
Mercredi 19/07 :
BAGNOLS-SUR-CEZE (Gard)
Jeudi 20/07 :
LAUDUN (Gard)
Vendredi 21/07 :
NIMES (Gard)
Samedi 22/07 :
NIMES (Gard)
Lundi 24/07 :
VAUVERT (Gard)
Mardi 25/07 :
REMOULINS (Gard)
Mercredi 26/07 :
CAVAILLON (Vaucluse)
Jeudi 27/07 :
LE PONTET
Vendredi 28/07 :
AVIGNON (Vaucluse)
Samedi 29/07 :
SORGUES (Vaucluse)

LORRAINE ET VOSGES

Lundi 17/07 :
LONGWY (Meurthe-et-Moselle)
Mardi 18/07 :
AUDUN-LE-TICHE (Meurthe-et-Moselle)
Mercredi 19/07 :
JARNY (Meurthe-et-Moselle)
Jeudi 20/07 :
PIENNES (Meurthe-et-Moselle)

Vendredi 21/07 :
SARREGUEMINES (Moselle)
Samedi 22/07 :
SARRALBE (Moselle)
Lundi 24/07 :
CREUTZWALD (Moselle)
Mardi 25/07 :
SAINT-AVOLD (Moselle)
Mercredi 26/07 :
EPINAL (Vosges)
Jeudi 27/07 :
REMIREMONT (Vosges)
Vendredi 28/07 :
VITTEL (Vosges)
Samedi 29/07 :
GERARDMER (Vosges)

DANS L'AQUITAINE ET LE PAYS BASQUE

Lundi 17/07 :
SARLAT (Dordogne)
et MONTIGNAC (Dordogne)
Mardi 18/07 :
PÉRIGUEUX (Dordogne)
Mercredi 19/07 :
BERGERAC (Dordogne)
Jeudi 20/07 :
VILLENEUVE-SUR-LOT (Lot-et-Garonne)
Vendredi 21/07 :
AGEN (Lot-et-Garonne)
Samedi 22/07 :
MONT-DE-MARSAN (Landes)
Lundi 24/07 :
PAU (Pyrénées-Atlantiques)
Mardi 25/07 :
OLORON-SAINTE-MARIE (Pyrénées-Atlantiques)
Mercredi 26/07 :
MOUREN (Pyrénées-Atlantiques)
Jeudi 27/07 :
HENDAYE (Pyrénées-Atlantiques)
Vendredi 28/07 :
SAINT-JEAN-DE-LUZ (Pyrénées-Atlantiques)
Samedi 29/07 :
BAYONNE (Pyrénées-Atlantiques)

AUTOUR DE L'ÉTANG DE BERRE

Samedi 15/07 :
ARLES (Bouches-du-Rhône)
Mardi 18/07 :
VITROLLES (Bouches-du-Rhône)
Mercredi 19/07 :
TARASCON (Bouches-du-Rhône)
Jeudi 20/07 :
BERRE (Bouches-du-Rhône)
Samedi 22/07 :
SAINT-CHAMAS (Bouches-du-Rhône)